

Dans les faubourgs d'Athènes, Aube dorée sème la terreur

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 23 SEPTEMBRE 2013

Athènes de notre correspondante

Rue Tsaldari, à Keratsini. Devant une pâtisserie, des gerbes de fleurs toutes fraîches, et des bougies. C'est là que, dans la nuit du mardi 17 à mercredi 18 septembre, un jeune chanteur de hip-hop, Pavlos Fyssas, a été assassiné par un membre du parti néonazi Aube dorée. Dans cette artère commerçante d'une commune limitrophe du Pirée, le port de l'agglomération athénienne, Pavlos et ses amis étaient venus boire un verre et ont trouvé sur place des hommes d'Aube dorée peu amènes. Ces derniers ont aussitôt appelé du renfort pour les chasser, et lorsque Pavlos a quitté les lieux, deux coups de couteau mortels lui ont été assenés.



Sur les lieux de l'assassinat de Pavlos Fyssas © Reuters

Le meurtre de Pavlos, s'il a choqué l'opinion publique et révèle – s'il était encore besoin – la nature criminelle de l'organisation néonazie (**voir notre dossier**), s'inscrit dans une stratégie étudiée. Depuis quelques mois, le parti fondé sur la nostalgie de la dictature des Colonels tente de semer la terreur et de gagner du terrain dans les faubourgs du Pirée, anciens quartiers ouvriers et bastions syndicaux, aujourd'hui frappés par l'effondrement de l'industrie navale et la crise économique. À Keratsini, Nikaia et Perama, trois communes voisines où le taux de chômage est supérieur à 40 %, la majorité des hommes travaillaient sur les chantiers navals ou dans l'industrie métallurgique. Le front syndical communiste PAME avait la main sur les embauches, il était en position de force pour défendre les ouvriers et leurs conditions de

travail ; sur les chantiers navals, on touchait 100 euros la journée et on ne manquait jamais de travail. Mais fin 2008, tout a basculé. Les employeurs ont commencé à délocaliser vers la Turquie, Chypre, la Chine. Les journées de travail se sont raréfiées, le syndicat s'est arc-bouté sur le maintien du niveau de salaire et des conditions de travail, et n'est pas parvenu à faire signer par les employeurs la reconduction des conventions collectives. Rapidement, pour la plupart, les ouvriers se sont retrouvés au chômage.

Quatre ans plus tard, les rares journées de travail sur les chantiers navals sont payées deux fois moins qu'avant, plusieurs entreprises sidérurgiques ont fermé, et les ouvriers sans emploi, après un an d'indemnités, ne touchent plus aucune aide pas plus qu'ils ne bénéficient d'une couverture sociale. « *Beaucoup tiennent les syndicats pour responsables de cette situation, et derrière eux, le parti communiste* », raconte Takis Karayanakis, ancien ouvrier sur les chantiers de Perama et ancien responsable syndical. Aube dorée, avec son anticommunisme virulent et son rejet du système politique, « *exprime le désarroi, la frustration de ces gens qui ont tout perdu. Elle donne des explications simplistes et des promesses : "C'est la faute des immigrés", "nous allons vous trouver du travail"...* » Le terreau est propice : de nombreux électeurs ont perdu toute appartenance politique avec la crise, comme cet habitant de Keratsini, Dimitris Karavas : « *Moi et ma famille, nous avons toujours voté Nouvelle Démocratie. Mais aujourd'hui, sur le spectre politique, nous ne sommes nulle part.* » Ce chauffeur de taxi dit travailler 14 heures par jour pour gagner, au mieux, 20 euros. « *Il faut réussir à garder son sang-froid, ce n'est pas facile, je comprends la tentation des gens de voter Aube dorée.* » Lui a préféré ne pas voter du tout aux dernières élections.

Peu à peu, Aube dorée se glisse dans les interstices. L'hiver dernier, ses troupes ont fait incursion dans l'antenne de l'ONG Médecins du Monde à Perama, exigeant l'expulsion des immigrés. Sur la commune, quelques cafés et stations-essence se sont transformés en repaires de l'organisation : drapeaux grecs, gros bras et tenues noires ne laissent planer aucun doute. Sur la « zone », le chantier naval de Perama, des

électeurs d'Aube dorée ont repris, l'année dernière, une petite cafétéria – l'une des deux seules encore ouvertes aujourd'hui sur ce vaste espace devenu désert, que les locaux surnomment désormais le « cimetière ». En août, ils y ont organisé une rencontre avec trois députés d'Aube dorée pour annoncer la création d'un nouveau front syndical, un « front nationaliste », qui défendra le travail des seuls Grecs et entend détrôner le parti communiste. C'est la première fois qu'Aube dorée pénètre officiellement dans la zone...

Les membres du front se targuent d'avoir déjà 131 signatures d'ouvriers, un chiffre plus que nécessaire pour créer le comité syndical. Le parti finance les frais d'avocats. « *Aube dorée est notre seul espoir* », lâche devant son café Tassos, ouvrier au chômage. Une organisation criminelle, capable de tuer un homme ? « *Et alors ? Aujourd'hui les gens meurent de faim et personne n'en parle...* », rétorque l'homme, dans une violence non contenue. Comme les autres personnes présentes ce matin-là dans la cafétéria, il n'a d'ailleurs qu'une envie, « *voir pendus Samaras et Venizelos* », le premier ministre (Nouvelle Démocratie) et le n°2 du gouvernement (Pasok). Il ne veut plus entendre parler de ces deux partis qui ont gouverné la Grèce en alternance ces quarante dernières années. Surtout, il veut neutraliser le parti communiste et son front syndical PAME. « *C'est à cause des communistes qu'on en est arrivé là, ils faisaient grève tout le temps. Et eux ils ont du travail, croit-il, pas nous !* »

Aube dorée s'est résolument engagée dans une démonstration de force avec les syndicats historiques de l'industrie navale. Il y a une dizaine de jours, alors que des syndicalistes du PAME collaient des affiches à proximité de la « zone », une quarantaine de membres d'Aube dorée ont surgi des rues adjacentes, vêtus de leur uniforme noir et armés de gourdins. Neuf syndicalistes ont été blessés. Sotiris Poulikoyannis, par ailleurs président du syndicat des métallos, était parmi eux. « *Le but d'Aube dorée est de taper sur le mouvement syndical qui résiste, de terroriser les gens qui se révoltent, dit-il. Ils se prétendent anti-système mais en réalité ils font le jeu des patrons !* » Et ce,

sous l'œil de la police : le syndicaliste raconte que des policiers étaient présents lors de l'agression des syndicalistes.

Cette progression néonazie, sur fond de délitement syndical et d'appauvrissement de la population, est particulièrement marquée à Perama – mais on la retrouve ailleurs dans cette partie ouest de l'agglomération athénienne, à Nikaia notamment. Déjà, depuis la campagne électorale du printemps 2012, la communauté pakistanaise installée sur cette commune voisine de Perama était régulièrement victime de violences. Juste après les élections, c'est là qu'ouvre l'une des premières antennes locales d'Aube dorée, après le bureau du Pirée. Et ces derniers mois, des militants du mouvement antifa sont également devenus une cible.

Tactique

Katerina Thoidou, habitante des lieux et membre du mouvement « Unis contre le racisme et la menace fasciste » (KEERFA), collait des affiches en juin dernier avec des amis. Deux hommes d'Aube dorée sont alors passés à moto, ont tout arraché et les ont menacés. « *Barrez-vous de Nikaia !* » ont-ils hurlé, « *Sales cocos !* » « *Nous étions plus nombreux qu'eux donc ils n'ont pas pu nous taper dessus. Mais le message était clair.* » Deux mois plus tôt, un militant de la gauche radicale de Syriza avait aussi été menacé... « *Ils ont choisi ces quartiers pour faire peur aux gens qui résistent* », estime la jeune femme, scandalisée par le fait que la police connaît parfaitement ces agissements. « *Ils sont une quarantaine tout au plus à participer à ces ratonnades, ils auraient pu être arrêtés depuis longtemps. À croire que le gouvernement a cherché à profiter de ce climat de peur.* »

Au Pirée, l'apparition d'Aube dorée dans l'espace public a commencé début 2012 par des rondes dans le centre-ville d'une vingtaine de membres du parti le samedi ou le dimanche après-midi. Une présence de plus en plus agressive à mesure que le pays s'engageait sur la voie d'élections législatives anticipées : à deux reprises, les néonazis ont encerclé et frappé des militants antifas. La deuxième fois, les victimes ont

porté plainte. Elles avaient photographié et identifié les agresseurs mais l'enquête n'a jamais abouti et les photos ont mystérieusement disparu du dossier, raconte l'une des victimes.



Réunion d'Aube dorée en février 2013 © Reuters

« Il y a de plus en plus d'agressions qui visent directement des gens de gauche, estime le Piréote Dimitris Kousouris. Cela se produit dans des quartiers populaires, ouvriers, où le parti néonazi a décidé de gagner la "bataille de la rue" – comme ils le disent eux-mêmes. Il est évident qu'ils sont en mission pour frapper ce qui reste du mouvement ouvrier organisé. » Dimitris Kousouris, historien spécialiste de années 1940 grecques, a lui-même été victime en tant que leader syndicaliste étudiant, il y a quinze ans, d'une agression par un membre d'Aube dorée – alors que l'organisation n'était qu'un groupuscule qui tapait du gauchiste dans les facs. Aube dorée s'est ensuite attaquée de plus en plus fréquemment aux immigrés – albanais, puis afghans et pakistanais notamment – et il y a trois ans, le parti néonazi a commencé à noyauter un quartier défavorisé du centre-nord d'Athènes (Aghios Pantéléïmonas) à travers des ratonnades sous l'œil passif – voire complice – de la police.

Son premier gain électoral date de 2010 : lors de ce scrutin local, le parti xénophobe et révisionniste conquiert un siège au conseil municipal de la capitale. Les élections législatives de 2012, dans un contexte de crise exacerbé, lui donnent soudainement une visibilité à l'échelon national : 18 députés entrent au parlement. Dans les anciennes banlieues « rouges » où elle n'avait quasiment aucune audience avant la crise, Aube dorée fait alors un bond. Elle recueille en moyenne 8,5 % des suffrages sur les communes de Keratsini, Perama et Nikaia. En 2009, son score ne dépassait pas les 0,3 %... Certes, à l'époque, un parti populiste d'extrême

droite aujourd'hui disparu de la scène politique faisait déjà sur ces circonscriptions un score de 7 %. Mais de là à basculer vers un parti néonazi ? Selon l'ancien syndicaliste Takis Karayanakis, « il y a un peu de tout parmi les électeurs d'Aube dorée. Des anciens électeurs de Nouvelle Démocratie et du PASOK – et même d'anciens électeurs du PC –, des gens en colère, des gens dans la misère, des anciens ouvriers qui ne se sentaient pas représentés et n'arrivaient pas à s'exprimer au sein des instances syndicales, des gens qui ne comprennent pas grand-chose à la politique et sont attirés par les discours simplistes... ».

Takis, avec d'autres militants de gauche, a fondé à Perama un collectif d'entraide qui, autour d'un local, organise distributions de nourriture, cours de soutien scolaire bénévoles, et mobilisations pour s'opposer aux politiques d'austérité. Réunis chaque semaine en assemblée générale, les membres de ce collectif sont traversés en permanence par la question de la progression d'Aube dorée. Si, pour faire partie du collectif, il y a une ligne rouge à ne pas franchir – à savoir entrer en contact avec le parti néonazi et profiter des quelques distributions de nourriture qu'il organise parfois –, il n'est pas rare de voir les discussions s'échauffer à ce sujet. Certains ouvriers au chômage ont le propos raciste facile. Ces derniers mois, plusieurs personnes ont quitté le collectif pour rejoindre les rangs d'Aube dorée. « C'est un échec pour nous, reconnaît Takis. Mais d'un autre côté, de nouvelles personnes sont arrivées, et ça, c'est un succès. » L'homme s'efforce même de maintenir le lien avec ses anciens collègues qui ont basculé. « Je pense que tous ne sont pas des cas perdus. On peut encore les convaincre qu'ils font fausse route. C'est pourquoi je ne coupe pas les ponts et j'essaye de discuter avec eux régulièrement. » Une tâche de missionnaire sur des terres peu à peu gangrénées par la haine...

[[lire_aussi]]

Intimidations, violences et chasse en terrain défavorisé : le quotidien grec *Ethnos* est venu confirmer ces jours-ci cette tactique mise en place par Aube dorée dans ces quartiers périphériques du Pirée (**l'article est traduit en français ici**). Le

journal publiait en effet un entretien-feuilleton avec un membre anonyme d'Aube dorée qui révèle le fonctionnement des « milices d'assaut » du parti néonazi. D'après cet homme qui se présente comme ayant fait partie du noyau dur de la cellule de Nikaia, ce sont les troupes entraînées de cette commune qui interviennent de manière organisée dans les différents faubourgs du Pirée, sous des ordres venant de plus haut, et notamment du député Iannis Lagos, lui-même originaire de Perama. D'après le témoin anonyme, la police de Nikaia protégeait la cellule. Et d'après

les photos publiées par le journal, le meurtrier de Pavlos Fyssas fait effectivement partie de cette milice. Ce modus operandi rappelle bien des pages sombres de l'histoire grecque, dans des quartiers qui s'étaient pourtant illustrés par leur résistance sous l'occupant nazi.

« On assiste à une forme de guerre civile de basse intensité, analyse l'historien Dimitris Kousouris, rendue possible à la fois par une forme d'amnésie collective et le désespoir des gens : cette rencontre a réveillé la bête fasciste qui sommeillait. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.